

## À la poursuite de l'ouragan Mitch

MARC POMERLEAU

À la suite des dégâts causés par l'ouragan Mitch en Amérique Centrale, OXFAM-Québec et Jeunesse Canada Monde ont mis sur pied une brigade d'aide aux sinistrés du Honduras et du Salvador. C'est grâce à une subvention de 10 000\$ du ministère des Relations internationales du Québec que 10 jeunes Québécois partiront dès cette semaine porter main-forte aux coopérants déjà sur place. Ils y resteront de 2 à 4 semaines.

Les 10 volontaires sont âgés de 19 à 24 ans. Ils ont tous déjà participé à un programme de développement international avec Jeunesse Canada Monde ou Québec sans frontières et parlent espagnol. Ils possèdent une formation académique variant des sciences politiques à l'agriculture tropicale en passant par la santé. Certains ont même interrompu leurs études ou pris un congé sans solde de leur travail pour pouvoir participer au programme. L'un d'entre eux est même venu spécialement de Belgique pour se joindre à la brigade. Parmi les 10 volontaires on retrouve deux récents diplômés de McGill. Jean-Luc Labelle et Andréanne Léger viennent de terminer leurs études au campus MacDonald, Jean-Luc en biologie

environnementale et Andréanne en agriculture, formations qui leur seront utiles dans les circonstances.

Une fois dans les régions touchées, les jeunes coopérants seront appuyés par les représentants d'OXFAM déjà sur place. Ils devront s'organiser de leur mieux et faire preuve d'initiative dans les communautés où ils seront envoyés. 5 d'entre eux iront au Honduras et 5 autres au Salvador. Ils seront ensuite redivisés en groupes de 2 ou 3 et pourraient être la seule aide disponible dans leur communauté d'accueil. Ils seront possiblement entièrement responsables d'établir le programme d'aide dans la région où ils seront affectés.

Ils concentreront leur énergie à acheminer de l'aide humanitaire aux sinistrés. La purification de l'eau, la distribution d'aliments et de médicaments ainsi que l'éducation publique seront leurs principales tâches, sans oublier le support moral qu'ils apporteront aux populations locales.

Les volontaires ont dit être motivés par le désir de se sentir utiles. Ils se sentent d'autant plus concernés puisque la plupart d'entre eux ont déjà séjourné dans la région et y ont développé un certain sentiment d'appartenance. Ils désirent manifester une solidarité à l'échelle inter-



Photo: Mélissa Martin

L'équipe de bénévoles envoyée par OXFAM-Québec et Jeunesse Canada Monde

naionale et donner un brin d'espoir aux sinistrés. Ils ont insisté pour préciser qu'ils n'avaient aucune attente : ce n'est qu'une fois sur place qu'ils pourront constater la situation et faire face à la dure réalité.

Ils ont reçu une formation éclair durant les derniers jours, incluant entre autre une rencontre avec un médecin et une préparation psychologique. Aucune formation ne pourra néanmoins les préparer entièrement à ce à quoi ils feront face.

Ils verront sans doute des images troublantes : villages entièrement détruits, des morts par centaines, des enfants orphelins ou perdus et des milliers de gens sans logis, sans eau ou nourriture.

C'est à travers tout cela qu'ils devront se débrouiller pour apporter des solutions. Il faut noter qu'ils vivront pratiquement dans les mêmes conditions matérielles que les Honduriens et Salvadoriens. À part des pastilles pour l'eau, leurs bagages se-

ront pratiquement vides. Ils s'en tiendront au strict minimum et travailleront dans des conditions précaires.

Ces 10 jeunes Québécois reviendront sans doute bouleversés mais également fiers d'avoir contribué à la reconstruction morale et matérielle du Honduras et du Salvador. Un bilan positif de cette initiative de Jeunesse Canada Monde et d'OXFAM-Québec en sera fort probablement tiré.

## Un néophyte au front

Entrevue avec le candidat du parti Québécois dans Westmount-St-Louis

JULIEN LAPLANTE

**Un anglophone se présentant pour le Parti Québécois, cela étonnera toujours. En effet, il a beau y avoir David Payne, britannique d'origine et député élu de longue date du PQ, ce sera toujours une surprise de voir que les idées indépendantistes ne sont pas l'apanage exclusif des francophones.**

Christian D. Armour, natif de Sidney en Colombie-Britannique et ayant étudié à l'Université York à Toronto, se présente pour la première fois pour un poste de député. Un combat perdu d'avance, diront certains, puisque M. Armour se présente dans une vérita-

ble forteresse ennemie, le comté de Westmount-St-Louis, dans laquelle Jacques Chagnon, l'actuel député libéral, a obtenu 79,20 % des voix lors des dernières élections. En entrevue au *Délit français*, M. Armour expliquera que parfois, il n'y a pas que la victoire électorale qui compte, mais aussi celle des idées et des convictions.

### L'interrogation essentielle

Le milieu culturel dans lequel on est élevé exerce une très forte pression sur la formation des idées politiques d'un individu. C'est sans doute une des raisons pourquoi le vote au Québec est si polarisé : d'un côté les anglophones, votant en bloc pour un parti ou une idée, et de

l'autre les francophones, faisant de même, mais à un degré moindre.

Ainsi, lorsqu'on apprend qu'un anglophone se présente, ou dans le cas présent, se sacrifie pour un parti pour lequel peu des autres membres de sa communauté culturelle ont d'affection, on tombe bien souvent des nues. M. Armour répondra quant à lui que « ce n'est pas interdit par une loi » de se présenter pour le PQ lorsqu'on est anglophone, prenant l'exemple de David Payne. « C'est le devoir de toute personne intelligente de toujours considérer l'autre côté », affirme-t-il. Il poursuit en disant que l'on découvre souvent que c'est l'autre côté qui a raison et on ne se fait aucun service en insistant sur les vieilles règles ».

SUITE EN PAGE 7

## Sommaire

- 2 La chronique
- édito 3
- 4 Deux auteurs, un monde
- Le délire philosophique AB..CD 5
- Médecins vs gouvernement Robert Fisk en conférence 6
- 7 et la suite...



COUPABLE  
JUSQU'À  
PREUVE  
D'INNOCENCE?

INNOCENT  
JUSQU'À  
PREUVE DU  
CONTRAIRE?



À proximité du Parlement, de la Cour suprême, du ministère de la Justice et des agences du gouvernement fédéral, la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa offre le seul programme national au pays permettant d'acquérir, dans un milieu bilingue, la double formation juridique entièrement en français. Renommé pour son excellence, un diplôme de la Faculté de droit vous donnera accès au Barreau du Québec et à la Chambre des Notaires. De plus, faire le droit à l'Université d'Ottawa vous procurera un avantage stratégique pour décrocher un emploi dans les deux systèmes juridiques qui représentent plus de 70% des pays du monde.

*Faites-vous justice, une formation à l'Université d'Ottawa, vous y avez droit!*

Rentrée en janvier

Tél : 1 877 967-5352 Appels locaux (613) 562-5703  
www.uottawa.ca/academic/droitcivil/fr/main\_f.html  
Dates limites des admissions :  
1<sup>er</sup> décembre (programme débutant en janvier)  
1<sup>er</sup> mars (programme débutant en septembre)

LA FACULTÉ DE DROIT

*Un choix qui rapporte!*



Université d'Ottawa  
University of Ottawa

## La Société de Publications du Daily

éditeur du McGill Daily et du Delit Français

vous invite à son

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE (AGA)**

jeudi, le 24 Novembre Pavillon Shatner local 107/108 15h30-17h00 pm

Pour plus d'informations, laissez un message pour  
David Goldfarb Directeur Général des Élections (DGE) au 398-6790

**LE DELIT**

Cette semaine

**Julie**

se prend pour une columniste

## Pourquoi il faut voter PQ...

JULIE ROULEAU

En septembre 1994, lorsque M. Jacques Parizeau est élu premier ministre du Québec et que le PQ est porté au pouvoir par la même occasion, le gouvernement du Québec est dans une situation financière plutôt précaire : durant les quatre années précédentes, le déficit s'est chiffré à 24 milliards de dollars, soit six milliards par année. Faut-il blâmer les Libéraux jusqu' alors au pouvoir ( depuis 1985 en fait ) ? Pas vraiment. Peut-être ont-ils été insouciant quant à certaines dépenses, mais là n'est pas le véritable problème. Il réside plutôt dans l'État québécois. Sa structure et son administration ne favorisent pas son efficacité. Nous n'avons qu'à penser aux hôpitaux qui avaient alors chacun un étage pour la pédiatrie, l'obstétrique, l'oncologie, etc. Lorsque M. Parizeau arrive au pouvoir, il se donne pour mandat de réduire le déficit de 6 milliards à zéro. Le défi est grand. Comble de malheur, le gouvernement fédéral annonce une diminution de 1.5 milliards par année dans les transferts aux provinces. Cela signifie donc que le déficit s'élève à 7.5 milliards. Il y a de quoi se décourager !

Pourtant, le PQ se relève les manches et s'attaque au problème. Dans l'année qui suit son élection, il réussit à retrancher deux milliards. M. Parizeau avoue que ce fut chose facile : il s'agissait seulement de couper dans le gras... Par la suite, la tâche s'avère cependant plus ardue. M. Parizeau n'entame pas cette nouvelle étape ( pour des raisons que nous connaissons tous ). Son successeur, M. Lucien Bouchard, prend le problème en main. Il convoque deux sommets économiques en 1996 où il demande à plus de 300 groupes d'intérêt québécois d'approuver son projet de réforme. Par la voie de la consultation, il légitime son projet. Une fois celui-ci accepté, le PQ s'attaque à la seconde étape. Celle-là fait mal à la population québécoise. Des contestations fusent de partout. Il faut comprendre qu'une population enlisée dans l'habitude craint toujours le changement. Il est vrai aussi que certaines réformes proposées ne tiennent peut-être pas compte de la dure réalité ( celle des étudiants par exemple ). Peu importe, le fait est que la réforme entreprise va bon train.

Voilà où nous en sommes lorsque le PQ déclenche les élections. Vous comprendrez alors qu'un

vote pour le PQ va de soi. Il serait en effet illogique de ne pas réélire un parti qui a entrepris un boulot énorme et qui ne l'a pas encore terminé. Ce serait annuler tous les efforts apportés depuis le début de la réforme. Par ceci, je n'avance pas que le Parti Libéral ne poursuivrait pas dans la même direction. En effet, cette réforme est une obligation : elle assure notre santé économique. Un Québec croulant sous les dettes ne serait pas attirant pour les investisseurs étrangers et par le fait même pour les banques étrangères qui prêtent au gouvernement fédéral. Nous sommes menés par les multinationales et les banques : voilà la réalité. Ainsi, il est évident que le PLQ serait forcé d'en faire autant que le PQ. Pourquoi voter PQ alors ? Tout simplement parce que le projet a été entrepris par eux : ils en connaissent les détails. Ils ont de plus l'expérience de la réforme et de ses failles. Transférer le mandat au PLQ, c'est faire un pas en arrière.

« Bouchard fera un référendum ! » est la première objection qui vient en tête. Croyez-moi, un référendum ne sera jamais entrepris dans une période de coupures intenses. Ce serait l'illogisme même ! À l'heure de telles réformes gouvernementales, les conditions nécessaires au succès d'un référendum sont loin d'être réunies. Or, M. Bouchard a promis la tenue d'un référendum seulement lorsque celles-ci seront toutes réunies.

« Mais je n'adhère pas au programme du PQ, même si nous excluons la question de la souveraineté » pourriez-vous répliquer. Dans ce cas, vous n'adhérez pas au programme du PLQ non plus ! Car soyons francs, les deux partis tendent franchement vers le centre. Un jour, M. Charest fait des promesses aux employeurs autonomes ; le lendemain, M. Bouchard en promet autant aux garderies. Et vice versa. Nous pouvons donc en conclure que le programme du parti ne peut être un facteur d'influence dans le choix du gouvernement à élire.

Somme toute, étant donné les réformes entreprises et l'improbabilité de la tenue d'un référendum, un vote pour le PQ s'impose.

Souvenons-nous que ce vote est circonstanciel. Il ne trahit pas votre attachement au PLQ ou même à l'ADQ. Il dégage plutôt votre désir de voir le Québec prendre sa place dans le monde actuel.



# Une communauté aliénée ?

PATRICK PRIMEAU

La semaine dernière, sans doute dans l'optique d'attirer le vote anglophone, le Parti Égalité a annoncé qu'il préconisait la création d'un ministère québécois des affaires anglophones. Pourquoi ? Pour imiter nos voisins de l'Ontario qui possèdent un ministère des affaires Franco-Ontariennes. D'ajouter Keith Henderson, chef du parti, « *Et le français est une langue respectée et honorée en Ontario* ». Il y va un peu fort notre cher mister Henderson. Permettez-moi d'en douter sérieusement.

Le grand idéal d'un beau et grand pays bilingue tel qu'introduit par le gouvernement de Pierre-Élliott Trudeau dans les années 80 a laissé un goût amer dans la bouche de bien des gens. Tant au Québec qu'en Ontario, la connaissance d'une langue seconde est un atout majeur mais n'est pas vénérée ou honorée pour autant. Soyons francs !

## Un manque de légitimité

Ne présentant qu'une vingtaine de candidats aux prochaines élections provinciales (principalement dans des comtés à saveur fédéraliste), le Parti Égalité croit offrir une voie unique pour la communauté anglophone du Québec. Ce parti qui vit le jour en 1989 en réponse à la Loi 178 sur l'affichage unilingue au Québec, se défend d'être le seul groupe ayant vraiment un agenda fédéraliste à son état pur. En effet, en prétendant que les libéraux provinciaux sont en réalité des « *souverainistes mous* » (en ne renonçant pas entièrement au projet de sécession du Québec), monsieur Henderson espère toujours attirer l'électorat anglophone lors du prochain scrutin.

À défaut d'avoir élu un seul représentant au cours du dernier mandat, le parti de Keith Henderson s'est battu d'arrache-pied pour protéger les droits linguistiques et civils de sa communauté à l'extérieur de l'Assemblée Nationale. Avec très peu de ressources et d'appuis, ces moyens de pression ont eu un succès mitigé. Malgré tout, Keith Henderson et ses plus proches militants croient fermement avoir une place dans l'échiquier politique québécois. Alors pourquoi les médias ignorent cette organisation depuis le début de la campagne ? Leur plate forme manquerait-elle de légitimité ? Jetons un coup d'oeil aux principales politiques du Parti Égalité.

## Montréal et...le reste

En examinant la raison d'être du Parti Égalité, on s'aperçoit que le droit de demeurer Canadien est l'élément central de la vision du parti de monsieur Henderson. Mais que signifie vraiment ce droit ? Comment un parti, n'ayant qu'un faible poids politique (voir inexis-

tant), peut prétendre garantir à la population ce privilège (et non pas pas ce droit).

Par ailleurs, le parti affirme que la partition du Québec serait obligatoire advenant des négociations pour la souveraineté du Québec, ajoutant que la carte du Canada concerne tous les Canadiens et pas seulement une minorité provinciale. Comme on peut le constater, deux concepts absurdes apparaissent dans cette simple affirmation. Tout d'abord, le principe d'une partition obligatoire présupposant qu'une loi fé-

ditional et doivent demeurer intacts. Les municipalités ne possèdent pas le pouvoir de morceler le Québec ceux-ci sont des créations de provinces.

C'est la province de Québec dans son ensemble, sa population accompagnée de ses dirigeants, qui prendra la décision et non des groupes de pression communautaires. Après la partition des régions, qu'allons-nous diviser; les villes, les rues et pourquoi pas les familles ? Il faut être réaliste monsieur Henderson.

de toutes sortes, et on en passe. En parcourant les boutiques à Montréal, est-il difficile de se faire servir dans la langue de Shakespeare ? Pas vraiment. Alors pourquoi tout ce branle bas à propos de l'égalité linguistique et civile ? Les anglophones sont minoritaires au Québec comme les francophones le sont au sein du Canada.

N'est-il pas légitime qu'un gouvernement, représentant une population à forte majorité francophone, tente de protéger leurs droits d'abord et avant tout. D'autant plus



dérale ou une norme internationale exige que le Québec se subdivise après une séparation. D'autre part, l'idée qu'une minorité de gens contrôlerait le territoire québécois. Mais de quel minorité parle-t-on au juste ? De la population québécoise dans son ensemble. D'un peuple qui aurait voté majoritairement en faveur de la souveraineté du Québec ? Ou bien est-ce la minorité anglophone (minorité réelle dans ce cas-ci) qui veut singulièrement charcuter le territoire québécois le lendemain de la souveraineté ?

Cette notion de minorité, dont parle le Parti Égalité, m'apparaît tout simplement absurde, car si séparation il y a, c'est qu'il y a eu une majorité (pour éclairer monsieur Henderson, c'est-à-dire plus de la moitié de la population) de Québécois approuvant le retrait du Québec de la confédération canadienne. Les frontières de la Belle Province sont reconnues sur le plan interna-

## Une minorité parmi tant d'autres

Les politiques du Parti Égalité donnent malheureusement l'impression que les stratèges entourant les Henderson de ce monde ne voient pas plus loin que leur nez. Que la société québécoise se limite à Montréal et aux berges de la rivière Outaouais. Que la communauté anglophone du Québec représente la moitié de la population de la province. Que les anglophones sont opprimés, ayant petit à petit perdu leurs droits et leurs privilèges.

Et bien, considérant que plus de 85 % du Québec est francophone, il est justifiable que la plupart des politiques gouvernementales provinciales s'adressent à cette communauté. Mais ne soyons pas dupes. N'oublions pas que les anglophones ont accès à des institutions et des services qui leur sont propres; des universités, des hôpitaux, des clubs

que les francophones sont submergés par des anglophones dans le contexte nord-américain. Si le français demeure une force en Amérique, c'est grâce aux nombreuses législations protégeant et stimulant notre langue.

Bien entendu, le Québec n'est pas homogène. Il est le carrefour de plusieurs cultures et de nombreuses langues, comme bon nombre d'états du monde d'ailleurs. Toutefois, les minorités habitant une région ou un pays quelconque doivent accepter leur statut et, incidemment, faire des compromis. Dans une société démocratique comme la nôtre, ce sont bien souvent les valeurs de la majorité qui l'emportent.

Sans être nécessairement d'accord avec ce principe, c'est un constat et une réalité internationale que nous devons tous accepter car il est utopique de penser que chaque politique gouvernementale plaira à tous les groupes et toutes les communautés d'une société.

## Le DÉLIT FRANÇAIS

Le *Délit français* est publié par la Daily Publication Society. Il encourage la reproduction de ses articles originaux à condition d'en mentionner la source (sauf dans le cas d'articles et illustrations dont les droits avaient auparavant été réservés, incluant les articles de CUP et de la PEQ). Les opinions exprimées dans ces pages ne reflètent pas nécessairement celles de l'Université McGill. L'équipe du *Délit* n'endosse pas nécessairement les produits dont la publicité paraît dans ce journal. Imprimé par Payette et Simms inc.

Le *Délit* est membre fondateur de la Canadian University Press (CUP) et de la Presse étudiante du Québec (PEQ)

Imprimé sur du papier recyclé à 20 p. cent.

ISSN 1192-4608

### Le DÉLIT FRANÇAIS

réduction en chef

Patrick Primeau

réduction nouvelles

Julien Laplante

réduction culture

Sylvain Larocque/Jonathan Arès

mise en page

Patrick Primeau

Sylvain Larocque

Julien Laplante

correction

Laurence Toffoletto

Véronique Félix

Sébastien Mosbah

Marie-Hélène Véronneau

collaboration

Marc Pomerleau

Julie Rouleau

Mayyada Kheir

Simon Hébert

Véronique Bessens

dessinateur

Michel Hellman

photographie

Mélissa Martin

Le MCGILL DAILY

coordination de la rédaction

Verda Cook

gérance

Marian Schrier

assistance à la gérance

Parvati Neogi

publicité

Boris Shadov et Letty Matteo

photocomposition et publicité

Mark Brooker

Visitez le site internet  
du Délit français

<http://ssmu.mcgill.ca/delitfrancais>

com  
@  
delit  
français

Vous pouvez également  
envoyer vos  
commentaires par  
courrier électronique

[delit@vub.mcgill.ca](mailto:delit@vub.mcgill.ca)

L'usage du masculin dans les pages  
du *Délit français* de McGill vise à alléger le  
texte et ne se veut nullement discriminatoire.

### RÉDACTION

3480 McTavish, bur. B-03,  
Montréal, Québec, H3A 1X9.  
(514) 398-6784/5

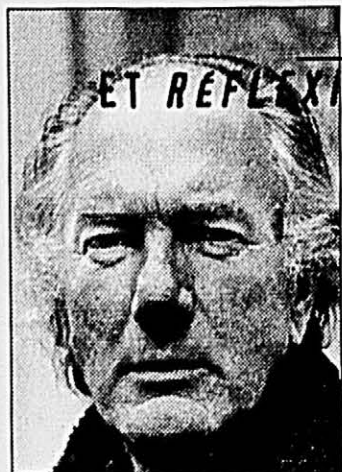
Télécopieur : 398-8318

### PUBLICITÉ

3480 McTavish, bur. B-07,  
Montréal, Québec, H3A 1X9.  
(514) 398-6790

Télécopieur : 398-8318





ET RÉFLEXIONS D'UN FRÈRE SIAMOIS. DE JOHN SAUL

# Plaidoyers pour la complexité du monde

Deux oeuvres, écrites à 10 ans d'intervalles par des auteurs aux antipodes, se rejoignent en 1998 à Montréal sur le même terrain: celui de la complexité assumée du monde.

SYLVAIN LAROCQUE

La réélection récente de Pierre Bourque à la mairie de Montréal et la réélection fort probable du Parti québécois le 30 novembre prochain sont des événements difficilement explicables par la logique politique. Le premier a étonné parce que Bourque était fustigé de toutes parts par les médias et les « spécialistes » alors que le second peut surprendre quand on pense que les Québécois ne veulent pas d'un autre référendum et se montrent mitigés face au bilan du PQ, et que celui-ci dit vouloir poursuivre la même gestion gouvernementale tout en n'écartant pas la possibilité d'un autre référendum ! À trop vouloir comprendre le jugement politique des citoyens, on risque de virer fou... À moins, bien sûr, d'assumer la complexité du monde, comme le font, semble-t-il, de moins en moins de gens.

L'ambivalence des Autrichiens sur le plan politique a dégoûté et scandalisé l'écrivain Thomas Bernhard de son vivant. Lorsque, en mars 1938, l'Allemagne nazie envahit l'Autriche, celle-ci ne résiste pas: le mois suivant, lors d'un référendum, les Autrichiens approuvent avec une forte majorité ce rattachement à l'Allemagne. Après la défaite de l'Allemagne en 1945, l'Autriche ne se présente pas comme une complice du régime de Hitler, mais plutôt comme une victime. Pire encore, peut-être, en 1986, les Autrichiens élirent Kurt Waldheim à la présidence même si l'on a révélé, après son passage aux Nations Unies comme Secrétaire général de 1971 à 1982, qu'il avait participé à l'extermination des Juifs quand il était officier de l'armée allemande nazie !

De telles réalités, que Bernhard considérait sans doute comme des absurdités, l'ont amené à qualifier l'Autriche de « musée d'art catholico-national-socialiste » et d'État « opportuniste-né », « marié avec le mensonge ». Elles l'ont aussi passablement inspiré dans l'écriture de ses oeuvres, toutes marquées par le désespoir, la folie, la tentation du suicide et de l'enfermement.

## À bas les grands maîtres !

*Maîtres anciens*, un roman publié en 1988, et mis en scène par Denis Marleau du Théâtre UbU sur la scène du Théâtre Denise-Pelletier jusqu'au 5 décembre, est

une de ces oeuvres. L'auteur y dénonce plus spécifiquement les grands artistes de la culture occidentale, les maîtres anciens.

Dans *Maîtres anciens*, Bernhard délègue son pouvoir de virulence à un personnage, Reger, « philosophe personnel » et critique musical au *Times* de Londres, qui vient s'asseoir depuis trente ans, un jour sur deux, dans la salle Bordonne du Musée d'art ancien de Vienne pour observer, inlassablement, *L'homme à la barbe blanche* du peintre italien Tintoret.

Il n'en finit pas de dénoncer, emporté par sa véhémence et l'hilarité que lui apporte sa propre férocité, tout ce qui est faux-semblant, affectation et surtout supercherie, cette dernière étant, selon lui, particulièrement présente dans l'art. Reger attaque l'incompétence des guides de musées, la stupeur enthousiaste des visiteurs-touristes qui, en quelques heures, croient rassasier leur faim culturelle, elle-même suscitée pas des critiques d'art qui « bavardent sur l'art jusqu'à ce qu'ils l'aient tué sous leur bavardage ».

Observé depuis l'angle de la salle voisine par un écrivain, Atzbacher (un autre double de Bernhard), qui l'attend pour un rendez-vous inhabituel, Reger met chaque toile à l'épreuve du temps et de l'analyse pour en déceler le défaut fondamental. Ce dénigrement systématique de chef-d'oeuvres, qui « sape les fondations de nos admirations » (Stéphane Lépine), remplit

Reger d'une jouissance amère et l'amènera bientôt à remettre en question la fonction même de l'art et sa prétention à vouloir rivaliser avec la nature. « Que sont les cathédrales, demande-t-il, sinon des tentatives impuissantes et ridicules pour opposer au ciel comme un second ciel ? ».

L'assujettissement de l'art à l'État et à l'Église (« Pas un seul visage peint au naturel, jamais qu'une face catholique ») est également une situation dont Reger s'insurge avec impétuosité, quand il ne se dresse pas carrément contre les grands philosophes (Heidegger est « un homme totalement dépourvu d'esprit... »), les parents, les femmes de ménage ou les professeurs, ce qui ne manque pas de faire rigoler le jeune public du TDP...

## Une mise en scène efficace

La production du Théâtre UbU, acclamée par la critique et par le milieu théâtral, tire une bonne part de son efficacité et de sa popularité de la mise en scène de Denis Marleau, fort inventive. Le lieu théâtral est divisé en deux parties similaires et les personnages de Reger et Atzbacher sont doublés (rendant ainsi quadruple la voix de Bernhard) « afin de permettre un jeu d'alternance et/ou de simultanéité des actions du présent et du passé ». La « phrase infinie » de Bernhard et la dimension circulaire sont ainsi exhibées avec toute l'éloquence qui leur est due.

Pierre Lebeau et Henri Chassé, dans le rôle d'Atzbacher, s'imposent dans la pièce, laissant un peu dans l'ombre le personnage de Reger, interprété trop mollement par Pierre Collin et Gabriel Gascon, ce qui ne manquera pas de décevoir le spectateur. En revanche, Alexis Martin rend bien le caractère risible mais somme toute attachant du gardien du Musée d'art ancien.

## Éloge du ridicule et de l'imperfection

Revenons-en pour terminer au contenu

de cette oeuvre riche. Aussi contradictoire que cela puisse paraître, Reger ne supporte par l'idée « du tout et de la perfection ». Comme l'explique Stéphane Lépine dans le programme de la pièce, les caricatures de Reger, qui vient de perdre sa femme, « ne sont qu'une méthode pour supporter les douleurs de l'existence, une force de survie, car « nous ne supportons que ce que nous trouvons finalement ridicule » ».

Bernhard sait bien que c'est l'ampleur de l'échec de l'artiste à transmettre complètement un message ou un état d'âme qui fait la grandeur de l'oeuvre. « Les attaques de Bernhard changent la perception que l'on peut avoir des grands artistes, dit le programme. Il ne les diminue pas, mais rend leur entreprise artistique plus fragile, en conséquent plus humaine, donc plus à même de nous rejoindre. » Ainsi, chercher une brèche, une faille constitue pour Reger, donc pour Bernhard, une façon de mieux célébrer « l'imperfection humaine, la nécessaire imperfection de l'art », ou, autrement dit, la complexité du monde.

## Adorable,

## l'imparfaite complexité...

Le parallèle paraîtra tiré par les cheveux pour certains, mais soulignons quand même, en terminant, le lien qui existe entre le point de vue de Thomas Bernhard qui, dans *Maîtres anciens*, célèbre l'imperfection humaine et celui de John Saul qui, dans *Réflexions d'un frère siamois* (Boréal) se réjouit de la complexité d'un pays comme le Canada.

« La plupart des pays, écrit John Saul, ont tenté de gérer leur complexité croissante en créant une apparence de simplicité — une seule langue, une seule culture, un groupe ethnique unique ou dominant. Tout cela a été maquillé pour créer des mythes centralisateurs. » Le Canada ferait exception, ce que plusieurs considèrent comme la source de son échec. Mais pas John Saul: « À mes yeux, cet échec constitue notre plus grande réussite. Une preuve d'originalité que nous refusons de considérer comme un avantage. » Serait-ce à dire que le Canada, par sa complexité inconsciemment assumée, par sa fragilité, serait « une entreprise plus humaine », plus ouverte et sensible aux « imperfections humaines » ?

Sachant que Bernhard adorait sa patrie, tout comme Saul, on peut croire qu'on aime toujours plus ce qu'on ne comprend pas.

*Maîtres anciens* est présentée au Théâtre Denise-Pelletier jusqu'au 5 décembre. Info.: 514.253.8974.

*Réflexions d'un frère siamois* de John Saul, Boréal, 1998, 512 pages.

THÉÂTRE DENISE-PELLETIER



POUR AUTANT DÉTESTER L'HUMANITÉ, IL FAUT IMMENSEMENT AIMER LES HOMMES

L'écrivain Atzbacher, le critique musical Reger et le gardien Irrsigler dans *Maîtres anciens* de Thomas Bernhard: assumer la complexité du monde



# Délire philosophique

MAYYADA KHEIR

Le premier café de France a ouvert ses portes au dix-septième siècle (ne me demandez surtout pas la date exacte, j'ai lu ça un jour et je m'étais dit que ça fait toujours bon effet dans un salon ou dans intro d'un article...). Les philosophes des Lumières en ont vite fait un lieu de débat privilégié. Le café devint la place publique, la nouvelle agora en quelque sorte. Quelques centaines d'années plus tard, on retrouvait encore la philo au café, à Saint-Germain-des-Prés, alors que Jean-Paul Sartre avait ses heures de disponibilité à la Closerie des Lilas. La tradition se poursuivra-t-elle à Montréal? Plusieurs cafés montréalais tentent en effet depuis quelques années de faire renaître les débats philosophiques.

Mercredi soir dernier, au café Le Délire, "ze quouchtionne" était « En quoi peut-on croire aujourd'hui? » Un problème pareil, lorsqu'on n'a que deux heures pour en débattre, doit, selon moi, être mieux cerné. Allions-nous parler de l'histoire des religions, du pourquoi du comment, si peu de gens se rendent aujourd'hui à l'église (ou pourquoi tant s'y rendaient autrefois), des nouvelles croyances, sectes ou de la science, du besoin d'absolu qui se trouve en chaque être? Allions-nous nous attaquer au côté irrationnel par définition de la croyance?

## Philosophes d'un soir

Chacun des quelques douze philosophes-d'un-soir présents avait sa propre vision de la chose, ses attentes particulières par rapport à ce débat. Ça donne quoi, douze philosophes amateurs autour d'une table, essayant chacun d'exposer sa façon de penser? Beaucoup de bruit mais peu de vraies discussions, faute de volonté de... discuter (discuter, selon le

petit Robert, signifie parler avec d'autres en échangeant des idées). Ce fut bien sûr un débat intéressant, ne serait-ce que, paradoxalement, pour la diversité des points de vue exposés, mais une question un peu mieux définie, voire un peu de discipline (genre qui-parle-quand-pis-on-lève-la-main) n'aurait pas fait de tort. Tom Levitt, l'animateur du débat, ne s'est permis ni l'un ni l'autre.

Le débat a donc commencé avec la question-de-la-question, c'est-à-dire qu'entendons-nous par « croyance ». Sans avoir vraiment réussi à s'entendre là-dessus, mais le temps passe vite et les cafés ont une heure de fermeture déterminée (bien qu'élastique), et peut-on s'entendre sur une question comme celle-là, nous nous sommes attaqués au sujet lui-même. Certains ont parlé de l'histoire de différentes croyances, d'autres d'un besoin de poésie, d'une raison de vivre qui n'est pas satisfaite par notre société de consommation.

Évidemment, nous sommes passés par les grandes religions et

les sectes, l'importance ou la vacuité des différents rituels religieux. On ne pouvait pas non plus éviter l'individualisme prôné aujourd'hui, que ce soit pour le déplorer ou pour faire valoir un certain culte de la force personnelle (m' semble que j'ai déjà entendu ça quelque part...). Et, philosophie et théologie confondues (ça aussi c'a déjà été fait), le débat s'est terminé sur les « moi-personnellement-jecrois-en-que ».

Bien sûr, il est intéressant de pouvoir une fois de temps en temps sortir de l'école et débattre librement de questions essentielles, et de pouvoir se retrouver avec des gens qui se posent des questions (ce qui n'est malheureusement pas toujours le cas à l'université...).

Je crois néanmoins que, lorsque le débat inclut plus de deux ou trois personnes, un minimum de discipline est nécessaire. Même si la forme est encore perfectible (mais qu'est-ce qui ne l'est pas?) le débat philosophique mensuel du café Le Délire vaut la peine qu'on y assiste (ne serait-ce que pour l'atmosphère sympathique du café ou le gâteau aux carottes qu'ils y servent!).

## Café Le Délire

4350 rue de la Roche (coin Marie-Anne), sur le Plateau.

Du lundi au samedi à partir de 15 heures. Fermé le dimanche.

INFO: Tom Levitt, 514.279.5776.

## SCALARIA DE ORYZHEIN

# Étrange potion

VÉRONIQUE BESSENS

Le groupe de rock progressif Oryzhein, formé en 1994 par Benjamin Masse, un ancien de McGill, a lancé avec succès son tout premier disque, *Scalaria*, au Club Soda lundi dernier.



« Scalaria, c'est l'histoire de notre société actuelle, parsemée de phases stables et instables, explique Masse. Dans les moments d'incertitude, nous sommes confrontés à la remise en question de nos modèles de vie. Ces moments peuvent nous conduire à une noirceur profonde: l'éphémère sécurité de notre entourage. Il faut passer outre et progresser marche par marche vers notre destin ».

Musique du nouveau millénaire? Sans doute, si on le conçoit comme une ouverture sans conditions sur le monde — non pas une globalisation qui tendrait à estomper les différences, les marques d'originalité d'une culture ou société, mais bien un amalgame, une fusion qui saurait rassembler et juxtaposer les dialogues. L'image de l'escalier, ici, est plus que pertinente: pour chaque marche, une étape d'apprentissage, d'assimilation... « Le sommet de l'escalier, c'est le repos du prophète: le sage et sa vérité ». Cette « vérité musicale » passe donc avant tout par la diversité: du flamenco latino-africain de « La Mort », en passant par le rock celtique (avec cornemuse et violon) de « L'écuyer », le jazz progressif de « L'invasion » et « La solitude », les percussions et le didjeridu du « Magicien » et de « Transes ». On trouve même du reggae industriel sur la pièce cachée « Not Here, Not Now »!

Ainsi ce nouveau style, le « Rock progressif redéfini », est manifestement une volonté de fusion et d'ouverture — un voyage à travers l'histoire de l'homme et de la musique (oserais-je même dire une « quête existentielle musicale »?). À la fois homogène et diversifié, *Scalaria* est une potion faite de mythologie médiévale et fantastique, de cornemuse alliée aux tam-tams africains et à la guitare électrique, de poésie et de dissonances; bref, les ingrédients peuvent paraître étranges, mais la potion fait effet...

Jugez-en par vous-même: leur site Internet ([www.oryzhein.com](http://www.oryzhein.com)) propose des extraits sonores qui parleront mieux que moi...

CD disponible chez Sam et au Mégastore HMV.



Le Café Le Délire vu de l'intérieur...

## a b c d !

Alanis Morissette  
SUPPOSED FORMER INFATUATION  
Time Warner

Les fans insatiables d'Alanis Morissette seront rassasiés avec *Supposed Former Infatuation*. Si, avec son premier album, l'étiquette de « white aggressive woman » lui collait bien, on ne peut en dire autant son deuxième. C'est bien pour ceux qui n'aimaient pas ce côté enragé. Mais détrompez-vous: Alanis n'est pas morte, elle crie encore son mal de vivre à travers ses paroles. La facilité avec laquelle elle écrit ses chansons demeure un de ses plus grands talents, et ces dernières nous prouvent qu'elle a encore beaucoup de choses à dire sur la vie. Ne vous contentez pas seulement d'écouter les chansons, aller voir les paroles de « The Couch » ou encore de l'excellente « I Was Hoping », de loin la meilleure sur ce disque. Dommage que « Uninvited » n'y figure pas. Même si *Supposed Former Infatuation* est très bon, il traîne en longueur (17 chansons pour une durée de 70 minutes). Des chansons un peu plus calmes que son premier, mais qui valent toujours la peine d'être écoutées.

8/10

— Mélissa Martin



## Société

# La raison du plus fort

Aux petits maux des médecins, les grands moyens du gouvernement

SIMON HÉBERT

En période électorale, on le sait, la sollicitude du gouvernement envers les groupes qui dépendent de l'État a tendance à être particulièrement bienveillante. En fait, l'entente conclue à l'arraché la semaine dernière avec les médecins de Jonquière qui prévoit notamment l'élimination du plafond limitant les revenus des urgentologues. Vulgaire bonbon électoral pour les uns, simple procédure courante pour les autres, cette entente a semé la confusion dans l'esprit de nombreux électeurs, pour qui toute cette opération, à défaut d'être scandaleuse, laisse tout de même planer un sérieux doute sur les motivations réelles qui ont présidé à cette décision pour le moins controversée.

S'il est une chose qui ressort clairement des mises au point effectuées par le ministère de la Santé à la suite de la divulgation de l'entente, c'est que ce type d'arrangement est relativement fréquent. Ainsi, depuis que le ministère a décidé de limiter le salaire des urgentologues et des spécialistes, il n'a cessé de lever sporadiquement ses propres plafonds pour pallier les pénuries et les débordements qui, dans la foulée du virage ambulatoire, surviennent à intervalles réguliers. Ce qu'on ne peut nier par contre, c'est que ces aménagements soient reliés au contexte électoral actuel. Certaines clauses de l'entente laissent ainsi carrément sceptique. Celle qui se trouve à accorder à Jonquière des avantages pécuniaires

liés à la pratique en « région éloignée », alors que Jonquière se trouve à 15 km de l'hôpital de Chicoutimi, réputé excellent, constitue un bon exemple de l'irrégularité de certaines concessions, surtout quand on sait avec quelle implacable logique bureaucratique certaines mesures de la réforme Rochon ont été appliquées au cours des dernières années.

L'entente, qui accorde environ un million de dollars sous forme de forfaits aux médecins de Jonquière qui menaçaient de démissionner en bloc, a vite fait des jaloux. La Fédération des omnipraticiens du Québec a ainsi vite réclamé que les concessions faites pour régler l'épineux problème, qui risquait de gâcher sérieusement l'investissement de M. Bouchard dans son comté, soit étendues à toute la province. Les médecins de la Mauricie ont quant à eux réclamé que soit levé le plafond des salaires dans les cliniques privées de toute la région, tandis que ceux de Gatineau ont exigé et obtenu que les services qui devaient être transférés à Hull restent chez eux. Manifestement, l'entente de Jonquière a aiguisé l'appétit des autres régions, ce qui, dans les faits, vient mettre un bémol à la prétention voulant que l'entente relève d'une procédure purement administrative qui n'a rien de spécial.

Si les mesures de déplaçonnement sont fréquemment justifiées et permettent de corriger des situations souvent intenable, on ne peut s'empêcher de s'interroger sur le bien-fondé des avantages pécuniaires que procure l'entente

de Jonquière à ses médecins et sur la toile de fond électorale qui a présidé à sa conclusion. Même si, aux termes de l'entente, tout au plus un million de dollars seront distribués (somme dérisoire à l'échelle du budget de la Santé) il demeure tout de même que cet argent ira directement dans la poche de quelques privilégiés au lieu de servir à financer les services aux malades. Il serait d'ailleurs étonnant que la mesure ait été adoptée pour pallier une éventuelle pénurie : la région est relativement bien pourvue en effectifs médicaux, surtout par rapport à d'autres comme l'Abitibi ou la Côte-Nord. C'est donc moins pour prévenir une crise d'effectifs que pour calmer une poignée de médecins mécontents que le ministère est intervenu avec autant d'empressement pour régler le dossier. Car enfin, quel hôpital peut se vanter d'avoir fait l'objet d'une si vive attention de la part et du ministre Rochon et de nul autre que le premier ministre Bouchard lui-même pour régler un problème essentiellement local?

La célérité et le zèle dont le gouvernement a fait preuve dans ce dossier détonnent avec la sévérité avec laquelle il a réagi à la suite de l'annonce des infirmières de cesser de faire des heures supplémentaires au mois de juin dernier. À l'époque, le gouvernement avait en effet opposé une fin de non-recevoir et forcé les infirmières à comparaître devant le Conseil des services essentiels. Non sans raison, celles-ci se disent parti-



culièrement outrées d'avoir été mises au banc des accusés alors que « c'est à la table d'honneur, avec messieurs Bouchard et Rochon pour servir le vin », que les médecins ont été invités à négocier, comme l'a souligné avec humeur la présidente de la Fédération des infirmières et infirmiers du Québec.

On comprend les infirmières d'être vexées. La façon dont elles ont été traitées au mois de juin était déjà inacceptable. Elle l'est encore plus aujourd'hui alors que le gouvernement fait des pieds et des mains pour satisfaire les médecins qui ont su tirer profit de la situation délicate dans laquelle il s'est retrouvé. Fait déplorable, en tentant d'arracher quelques millions ici et là, et pas toujours en vue de soigner les malades, les mé-

decins contribuent à renforcer le mythe voulant qu'ils soient dotés d'un appétit insatiable et qu'à la moindre occasion, ils se lancent corps et âmes dans une guerre qui met à l'avant-plan leurs propres intérêts au détriment de ceux de leurs patients.

Quand on sait le mode revendicatif sur lequel se font la plupart des débats d'aujourd'hui, il n'est pas étonnant d'assister à l'occasion à des parties de bras de fer comme celles impliquant les médecins. Ce qui est triste, c'est que de tels événements viennent accréditer la thèse selon laquelle seuls ceux qui crient le plus fort sont susceptibles d'obtenir gain de cause. Et tant pis pour ceux dont la voix n'arrive pas à percer le bruit ambiant.

## Conférence

## La mémoire est une faculté qui oublie

Robert Fisk, l'ancien correspondant du quotidien britannique *The Independent* au Moyen-Orient, analyse le conflit israélo-arabe

MAYYADA KHEIR

Le 12 novembre 1998, Robert Fisk, correspondant de *The Independent* de Londres des années 70 aux années 90, et un des seuls journalistes à être resté à Beyrouth durant toute la guerre, a fait une conférence au bâtiment Stewart sur le conflit israélo-arabe, les médias et les armes.

Le 13 avril 1996, une bombe tombe d'un hélicoptère israélien sur une ambulance conduite par un civil libanais qui fuyait son village avec sa femme, ses enfants et deux autres villageois. Les Israéliens avaient diffusé à la radio un ordre d'évacuation du village. L'ambulance était arrivée dans un territoire protégé par la convention d'Oslo et transportait des civils. La bombe a tué deux femmes et quatre enfants.

Fisk arrive sur les lieux peu après l'explosion. Cette petite route du littoral libanais le mènera en Europe

et aux États-Unis, à la recherche des fabricants de la bombe, mais sera aussi prétexte à une réflexion sur les médias.

En effet, selon la version officielle de l'armée israélienne, l'ambulance transportait des membres du Hezbollah. Puis, lorsqu'on ne put nier que seuls des civils s'y trouvaient, elle affirma que ces derniers n'étaient qu'une couverture et qu'en fait l'ambulance transportait des armes - alors que, selon Fisk, il ne s'agissait bel et bien que de civils fugitifs.

Un article publié le lendemain dans le *New York Times* parle d'une expédition contre la guérilla islamique dans quelques villages du Sud-Liban, d'armes trouvées dans un de ces villages (sans aucune mention de ce qui a pu arriver aux villageois), pour ne parler de la fameuse ambulance qu'au sixième paragraphe... Et si cela avait été des civils israéliens qui avaient été bombardés? Fisk

avance que, dans ce cas, la forme de l'article du *NY Times* aurait probablement été différente.

Dans les médias israéliens et américains, et dans une moindre mesure en Europe, les Arabes ont toujours le mauvais rôle. En revanche, au Liban, l'Holocauste est souvent minimisé, pour ne pas dire nié, a remarqué Fisk. Par exemple, on trouve, dans une maison aisée de la Corniche, au bord de la mer à Beyrouth, un portrait d'Hitler. On vient aussi de republier *«Mein Kampf»* au Liban. L'an dernier Roger Garaudy y a été accueilli à bras ouverts. Selon Fisk, un travail de mutuelle reconnaissance devrait être fait des deux côtés.

Fisk avait retrouvé sur les lieux de l'explosion de l'ambulance un morceau de la bombe sur lequel on pouvait encore distinguer le numéro de série. Il s'agissait d'un Hellfire (AGM114C), fabriqué par

Lockheed et Boeing. Serait-ce parce que Lockheed s'appropriait à conclure une entente avec une fabrique d'armes israélienne? Toujours est-il que Fisk s'est baladé un peu partout à travers le globe, d'information officielle en révélation secrète, pour finalement découvrir que l'engin en question aurait été amené par les «marines» lors de la guerre du Golfe, et légué aux Israéliens avec 150 missiles non-utilisés semblables au moment de leur départ. Si les Israéliens avaient acheté plutôt que reçu ces bombes, ils auraient été soumis à une liste de condition sur leur utilisation, quotas, etc. Ces engins ayant été gracieusement offerts, ces règles ne s'appliquent plus...

La salle était remplie en grande partie de Palestiniens, Syriens, Libanais et autres. Est-il besoin de dire que la période de questions en était aussi une de répliques aux propos de M. Fisk, et était plutôt mouvementée?

Fisk était direct, peut-être même un peu impatient de terminer la conférence. Lorsqu'on lui a demandé comment faire pour que les Arabes soient mieux représentés dans la presse américaine, il a répondu - de façon fort réaliste - que ces derniers devaient s'organiser, exercer des pressions, organiser des diners et des conférences, tout comme le lobby juif américain. Quant à l'accord de Wye Plantation, il ne s'agit selon lui, au mieux, que d'un statu quo.

Fisk ne nous a pas parlé de l'oubli involontaire dû au temps, mais plutôt des yeux qui se ferment, des têtes qui se détournent devant ce qu'on ne veut pas voir. Ce sont malheureusement les journalistes, dont le rôle devrait être de montrer ce qu'on ne veut pas toujours voir, qui trop souvent nous mettent des oeillères. Alors qu'ils devraient interroger l'histoire, ils se contentent généralement d'aligner dates et événements.



## suite de la page 1... ( Un néophyte au front )

## Trouver sa voie

Le cheminement suivi par M. Armour est très particulier et c'est en le traçant qu'on peut probablement comprendre ses convictions. « J'étais étudiant en informatique à Toronto pendant la dernière période référendaire et j'ai vu une hostilité aigüe envers le peuple québécois. Cependant, j'avais passé dix ans dans un petit village québécois avant d'aller à Toronto. Je savais donc que les choses qu'ils disaient étaient totalement fausses ». Est-ce que M. Armour se sentait bien dans cet environnement? « J'avais un vrai malaise moral », dit-il.

Le moment déclencheur, pour M. Armour, c'est donc vraiment son pas-

sage à Toronto. « J'avais des soucis philosophiques quant à la situation politique au Québec, mon nouveau pays adoptif ». De même, M. Armour se posait beaucoup de questions au sujet des ragots colportés, et qui le sont d'ailleurs toujours, dans la presse anglophone: « Pourquoi traite-t-on Lucien Bouchard de dictateur? », s'interroge-t-il.

## Le nationalisme québécois, un phénomène naturel

Certains anglo-Québécois ne se sentent pas membres à part entière de la société québécoise. Le nationalisme québécois est même souvent dépeint comme une forme de triba-

lisme par certains de ses détracteurs les plus virulents. Questionné à ce sujet, M. Armour entreprend tout de suite de défendre l'idée de l'indépendance du Québec: « Qu'est-ce que c'est l'Angleterre; qu'est-ce que c'est la France; ou n'importe quel autre pays? Quand une communauté partage une histoire, une vision de l'avenir, c'est un peuple », explique-t-il. « On doit considérer ses aspirations à l'établissement d'une nation. C'est juste un principe vieux comme la Terre. », dit-il à propos de la souveraineté. Le peuple québécois, « s'il veut un pays et s'il se considère assez vieux, assez mature et sophistiqué pour le faire, ça devrait être son droit », précise M. Armour. De toute façon, ajoute le candidat péquiste, « on ne peut pas supprimer le désir de ce peuple ».

## Candidat dans un comté suicide : la défaite est-elle inéluctable ?

Westmount-St-Louis, tout le monde le sait, n'est pas vraiment un comté dans lequel il fait bon d'être péquiste. Composé en grande partie d'anglophones, ce comté ne laisse aucune chance à un candidat du PQ de se faire élire. On peut donc se demander tout de suite: pourquoi se présenter si c'est pour se faire battre? À cette question, M. Armour répond: « Je me présente dans Westmount parce que j'y habite. Je serais bien situé pour représenter les intérêts du comté. » Voilà pour la réponse standard que tout bon politicien se soit de prononcer au moins une fois.

En parlant un peu plus, on se rend compte que les raisons de M. Armour ne sont pas aussi simples. « La victoire

serait un triomphe phénoménal, mais si j'arrive seulement à sortir le message [sic] auprès de mes compatriotes anglophones, je serai très content et la prochaine fois, si on me demande de le faire une autre fois, je le ferai une autre fois ». La victoire pour M. Armour, ce n'est donc pas nécessairement de gagner les élections, mais de communiquer une certaine façon de penser.

Et M. Armour a-t-il des plans bien concrets pour le comté de Westmount-St-Louis advenant son hypothétique élection? Tout de go, il répond avec une franchise qui en étonnerait plus d'un: « La première chose que je voudrais faire, c'est d'apprendre comment ça marche », dit-il, en parlant du milieu politique. Qui a dit que franchise et politique n'allaient pas ensemble ?

## annonces classées

Les annonces peuvent être placées par l'intermédiaire du bureau d'affaires du daily, local B-07 du Centre universitaire, avant 14h00, deux jours avant la publication. Les bureaux sont ouverts de 9h00 à 17h00 du lundi au vendredi. Étudiant-es et employé-es de McGill (avec carte): \$4.75 par jour, \$4.25 par jour pour 3 jours consécutifs et plus. Grand Public: \$6.00 par jour, \$5.00 par jour pour 3 jours consécutifs et plus. Des frais supplémentaires peuvent survenir. Les prix n'incluent pas les taxes de vente (TPS et TVQ). Pour de plus amples informations, venez en personne à notre bureau ou appelez au 398-6790. VOUS NE POUVEZ PAS PLACER VOTRE ANNONCE PAR TÉLÉPHONE. VEUILLEZ VÉRIFIER VOTRE ANNONCE LORSQU'ELLE PARAITRA DANS LE JOURNAL. Le Daily ne se tient pas responsable des erreurs ou des conséquences que pourraient entraîner ces erreurs. À votre demande, nous réimprimerons votre annonce si cette dernière était incorrecte par notre faute. Le Daily se réserve le droit de ne pas imprimer certaines annonces.

## LOGEMENT

**For rent: Sunny Apt.**  
Bedroom, full bathroom & kitchen on second floor within a house in lower westmount. Heat elect included. non-smoker, no pets. Available Dec. 1st. \$350/mo. Marie or Jozef: 288-4251. Home: 484-3159.

## AIDE DEMANDÉE

**Travel-Teach English.**  
5 day/40 hr Sept. 23-27. TESOL teacher cert. course (or by corresp.) 1000's of jobs available. NOW. Free info pack, toll free 1-888-270-2941.

**Part-time students**  
Wanted to work at Restaurant Pasta e Basta. For deliveries in McGill area. Apply at 896 Sherbrooke W. (McGill College) or call Rola for info (514) 744-0949.

## TRAITEMENT DE TEXTE/MISE EN PAGE

**Success To All Students**  
WordPerfect 5.1 Term papers, resumes, applications, transcription of tapes. Editing of grammar. 30 years experience. \$1.25/D.S.P. (same day \$1.50) 7 Days/week. On Campus/Peel/ Sherbrooke. Paulette 288-9638

## La Société de Publications du Daily

éditeur du McGill Daily et du Délit Français vous invite à son

### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE (AGA)

jeudi, le 24 Novembre  
Pavillon Shatner  
local 107/108  
15h30-17h00 pm

Pour plus d'informations, laissez un message pour

David Goldfarb  
Directeur Général des Élections  
(DGE) au 398-6790

**LE DÉLIT** DEPUIS 1991

Une folle comédie sur des gens qui feraient n'importe quoi pour devenir célèbres... et le rester.

# Celebrity

version originale anglaise Nov. 1998



**LE MERCREDI  
18 NOVEMBRE À 19 H 30**

**MIX 56! À L'AFFICHE LE VENDREDI 20 NOVEMBRE**

**ALLIANCE VIVAFILM**

**Consultez les guides horaires des cinémas**

# Le Canada à votre main!

[www.altavistacanadien.com](http://www.altavistacanadien.com)

AltaVista du Canada.  
Le moteur de recherche canadien le plus puissant.

**ALTA VISTA** Canada  
Présenté par TELUS

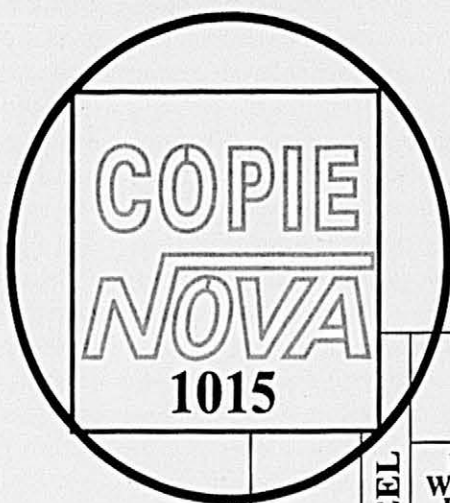


# COPIE NOVA

Depuis samedi le  
14 novembre 1998,  
Copie Nova est situé au  
1015 Sherbrooke ouest  
(anciennement Copie Megill)

As of Saturday, November 14,  
1998, Copie Nova is located at  
1015 Sherbrooke West  
(formerly Copie Megill)

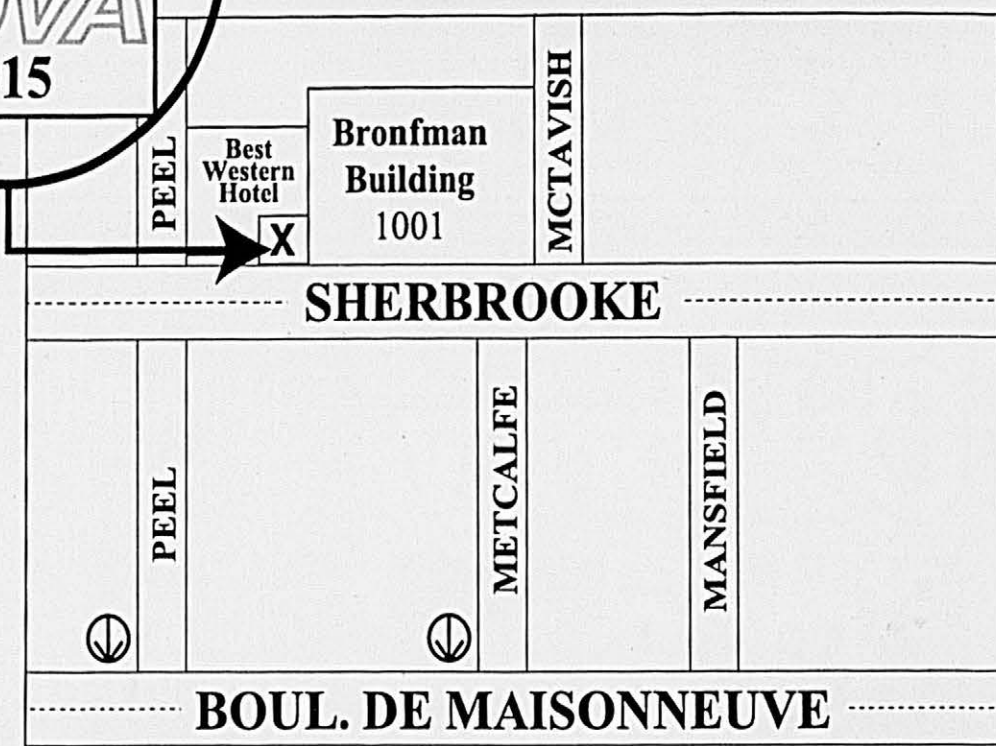
## Nous sommes déménagés! We have moved!



Il sera toujours facile de nous joindre  
puisque nous gardons les mêmes numéros:

It will be easy to contact us because we'll  
keep the same numbers:

Tél.: (514) 848-0423 ou (514) 844-5910



THE MCGILL DAILY LIONS  
GATE FILMS

invite 100 people to view the  
new film by Evan Dunskey

"A DARK, FUNNY COMEDY. AN  
ENSEMBLE PIECE THAT SHOWCASES  
EVERYBODY'S TALENT."  
—THE NEW YORK TIMES

DAVID  
ARQUETTE  
STANLEY  
TUCCI  
KATE  
CAPSHAW

Don't Be  
Alarmed...  
They're  
Professionals.

## THE ALARMIST

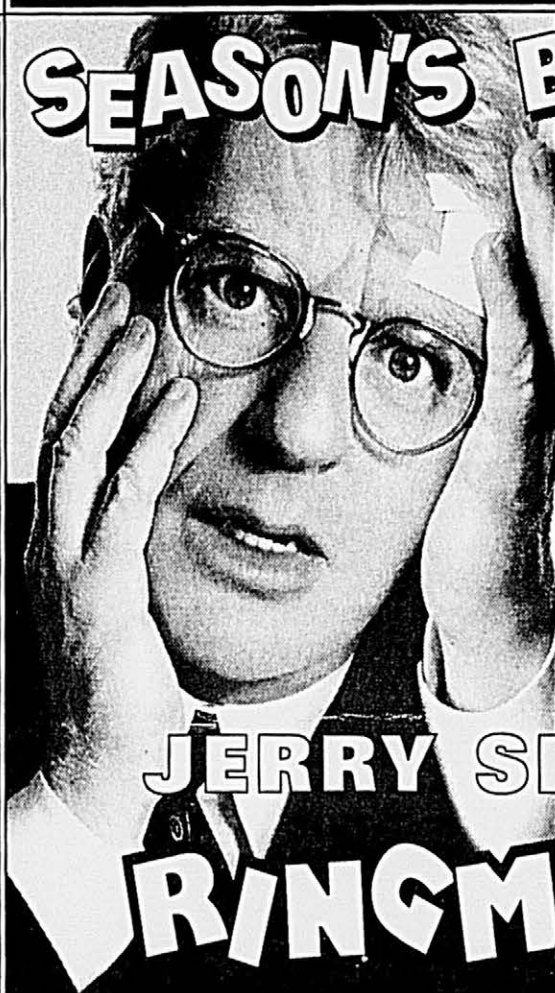
Premieres November 20<sup>th</sup> at Cinema Atwater

To win one of the 50 double passes go to

**SHATNER B07**

FIRST COME FIRST SERVE. ONE PASS PER PERSON.

## SEASON'S BEATINGS!



ALLIANCE  
VIVAFILM

The McGill Daily

INVITENT  
200 PERSONNES  
À UNE  
REPRÉSENTATION  
SPÉCIALE DE

## JERRY SPRINGER RINGMASTER

version originale anglaise

LE LUNDI 23 NOVEMBRE À 19 H 30

À L'AFFICHE LE MARDI 24 NOVEMBRE

ALLIANCE  
VIVAFILM

Venez chercher vos laissez-passer  
au local B-07 de l'édifice Shatner !